

Lille, le 12 janvier 2021

Après un 1er confinement ayant fortement impacté l'activité économique dans la région (– 30 % en avril), cette dernière retrouve presque son niveau d'avant crise au 3e trimestre. Le rythme de travail se rétablit ainsi avec un très faible recours à l'activité partielle et un volume d'heures rémunérées semblable à 2019. Cependant, l'entrée dans un 2e confinement fin octobre entraîne une nouvelle baisse de l'activité (– 11 % en novembre). Le recul n'est pas aussi important qu'au 1er confinement grâce à l'assouplissement des consignes sanitaires. La consommation d'électricité des entreprises diminue ainsi moins fortement : – 10 % en novembre (contre – 25 % en avril). La dynamique dans les créations d'entreprises résiste : + 24 % en novembre. Du côté des ménages, la fermeture des commerces s'accompagne toutefois par une baisse sensible des transactions bancaires : – 27 % en novembre.

Au 3e trimestre 2020, entre deux périodes de confinement, l'activité économique en France retrouve presque son niveau d'avant-crise (écart de – 3,7 % par rapport au 4e trimestre 2019). La reprise progressive observée depuis le mois de mai s'est poursuivi en juillet (– 5,1 %) et en août (– 2,7 %). En septembre, l'activité ralentit un peu plus (– 3,5 %). Dans certains secteurs, la baisse d'activité en septembre demeure tout de même importante : les services aux ménages (– 22 %), la fabrication de matériels de transport (– 15 %), l'hébergement-restauration (– 14 %) et les transports (– 9,6 %).

Dans les Hauts-de-France, l'emploi salarié se redresse entre fin juin et fin septembre, avec + 1,8 %, aussi bien dans le secteur privé que dans la fonction publique. Du fait de la structure du tissu économique régional, la situation évolue un peu plus favorablement qu'en France (+ 1,6 %). Après un redémarrage au 2e trimestre (+ 20 %), l'emploi intérimaire accélère ce trimestre : + 29 % dans la région (+ 23 % au niveau national). L'emploi salarié redémarre nettement dans la construction (+ 1,2 %) et dans le tertiaire (marchand et non marchand) (+ 1,4 %). Seul le secteur de l'industrie continue de se replier (– 0,2 %).

Après une baisse en « trompe-l'œil » de – 1,0 point au trimestre précédent, le taux de chômage enregistre une augmentation d'une ampleur inégalée depuis 1983 : + 2,3 points au 3e trimestre (contre + 1,8 point en moyenne nationale). Déjà en forte augmentation au 2e trimestre (+ 4,4 %), la demande d'emploi progresse très légèrement ce trimestre dans la région (+ 0,2 % contre – 0,5 % en France métropolitaine après + 6,7 % au 2e trimestre).

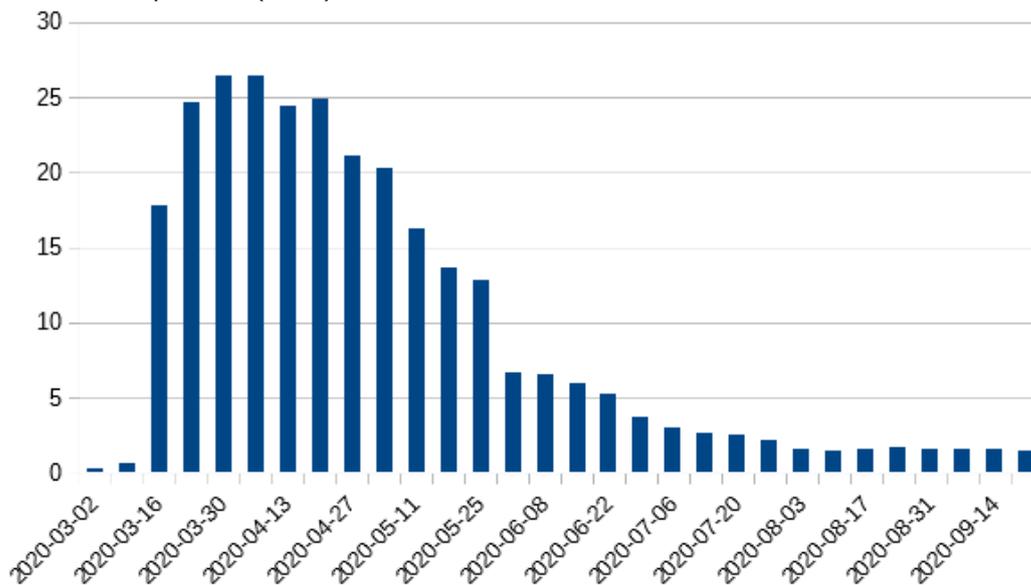
Un niveau d'activité quasiment à la normale au 3e trimestre 2020

Le dispositif d'activité partielle peu mobilisé

L'activité partielle, fortement mobilisée lors du 1er confinement, concerne désormais une faible part des salariés depuis le mois de juin ([figure 1](#)). Ainsi, au cours de la semaine du 21 septembre, seul 1,5 % des salariés était encore placé en activité partielle.

Figure 1 : un faible recours à l'activité partielle en septembre

Part des salariés en activité partielle (en %)



Note de lecture : Au cours de la semaine du 30 mars, 26,4 % des salariés sont en activité partielle.

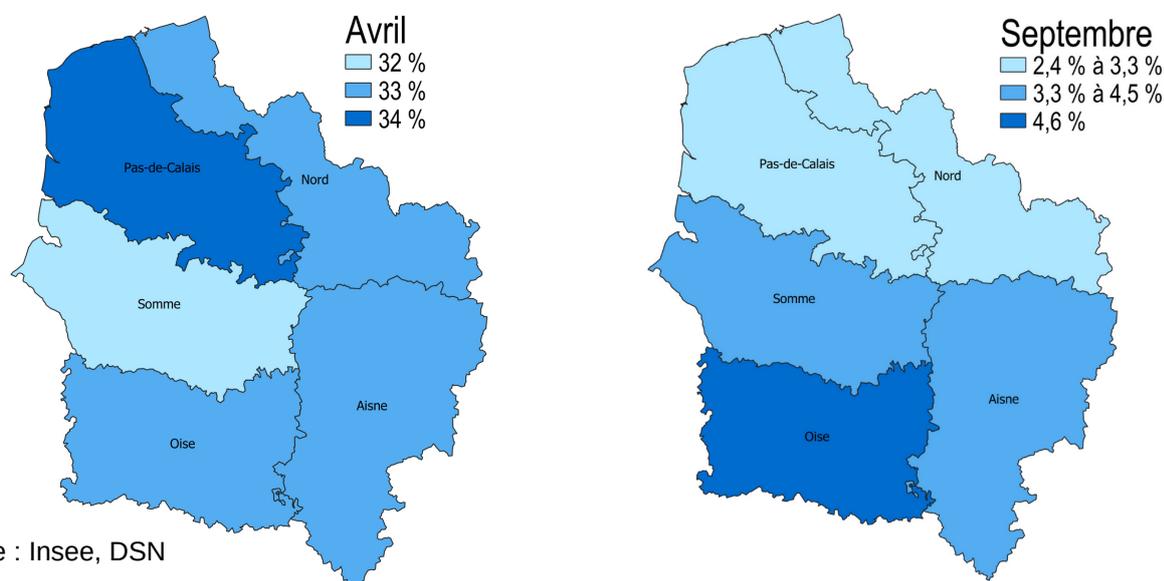
Source : Insee, DSN

Un volume d'heures rémunérées en septembre proche de l'an passé

Lors du 1er confinement, le nombre d'heures rémunérées avait fortement diminué dans les entreprises, conséquence directe du fort recours à l'activité partielle. En avril, leur nombre avait reculé de 33 % par rapport à avril 2019, aussi bien en Hauts-de-France que sur l'ensemble de la France. Cette baisse était comprise entre - 32 % dans la Somme à - 34 % dans le Pas-de-Calais (figure 2). Au mois de septembre, le nombre d'heures rémunérées n'est plus que 3,3 % en deçà du volume de septembre 2019 en Hauts-de-France (- 4,6 % en France). La région connaît une reprise un peu meilleure qu'au niveau national en raison du moindre poids du secteur de l'hébergement-restauration, particulièrement touché par la crise sanitaire. Le Pas-de-Calais est le département de la région qui s'en sort le moins mal (- 2,4 %). Le secteur de la construction, fortement impacté lors du 1er confinement et très présent dans le département, retrouve un volume d'heures rémunérées en septembre similaire à celui de l'an dernier. L'Oise enregistre la baisse la plus importante, avec une baisse équivalente à la moyenne nationale (- 4,6 %), du fait notamment de la difficile reprise d'activité dans le secteur du commerce.

Figure 2 : un recul un peu plus marqué du volume d'heures rémunérées dans l'Oise en septembre

Baisse du volume d'heures rémunérées par département par rapport aux mêmes mois de l'année précédente (en %)



Source : Insee, DSN

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

☎ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr

Une baisse de l'activité marquée, mais moins importante lors du 2e confinement

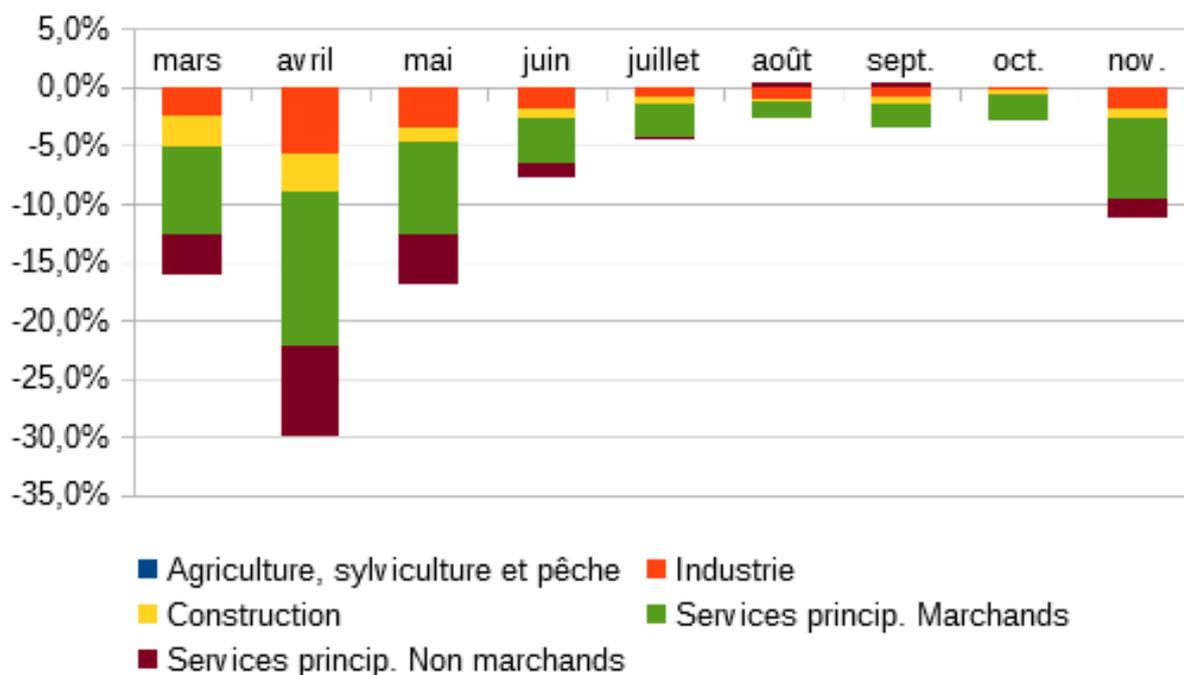
Alors que l'activité économique avait quasiment retrouvé son niveau d'avant-crise en octobre (- 2,8 %), le nouveau confinement, instauré le 30 octobre, s'accompagne d'une nouvelle baisse de l'activité en Hauts-de-France comme au niveau national (figure 3). Cependant, en raison de l'allègement des consignes sanitaires, cette baisse est moins importante qu'au mois d'avril : - 11 % en novembre contre - 30 % en avril.

Dès la fin octobre, certains secteurs marchands voient leur activité reculer fortement. C'est le cas de l'hébergement-restauration (- 21 %) et des transports (- 20 %). À ces secteurs s'ajoute celui des services aux ménages dont l'activité était déjà très en deçà de la normale en septembre (- 22 % puis - 20 % en octobre). Au mois de novembre, ces trois secteurs restent les plus touchés : l'hébergement-restauration (- 63 %), les services aux ménages (- 45 %) et le transport (- 25 %). La baisse d'activité dans l'hébergement-restauration est proche de celle observée en avril (- 70 %). Les services aux ménages sont moins impactés par rapport au 1er confinement (- 62 %), les administrations publiques et les établissements scolaires étant restés ouverts. Concernant le secteur des transports, la baisse est moins marquée qu'en avril (- 40 %) grâce à la possibilité de travailler en présentiel lorsque le télétravail n'est pas possible. Hormis ces secteurs marchands, le secteur industriel le plus touché est la fabrication de matériels de transport, en deçà de 20 % de son activité normale au mois de novembre. Sur l'ensemble de l'année, c'est le secteur le plus touché par la crise avec celui de l'hébergement-restauration.

Au niveau national, l'activité économique reprendrait dans la plupart des secteurs en décembre et resterait inférieure de 8 % à son niveau d'avant-crise à la fin de l'année.

Figure 3 : une activité en baisse de 11 % en novembre

Evolution de l'activité économique dans les Hauts-de-France par rapport à une situation normale (Contributions sectorielles à l'impact économique)



Note de lecture : Dans les Hauts-de-France, l'activité économique recule de 11,3 % en novembre 2020. Les contributions à cette baisse des différents secteurs d'activité sont les suivantes : - 6,9 points pour les services marchands, - 1,8 point pour l'industrie et pour les services non marchands, - 0,7 point pour la construction et - 0,1 point pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

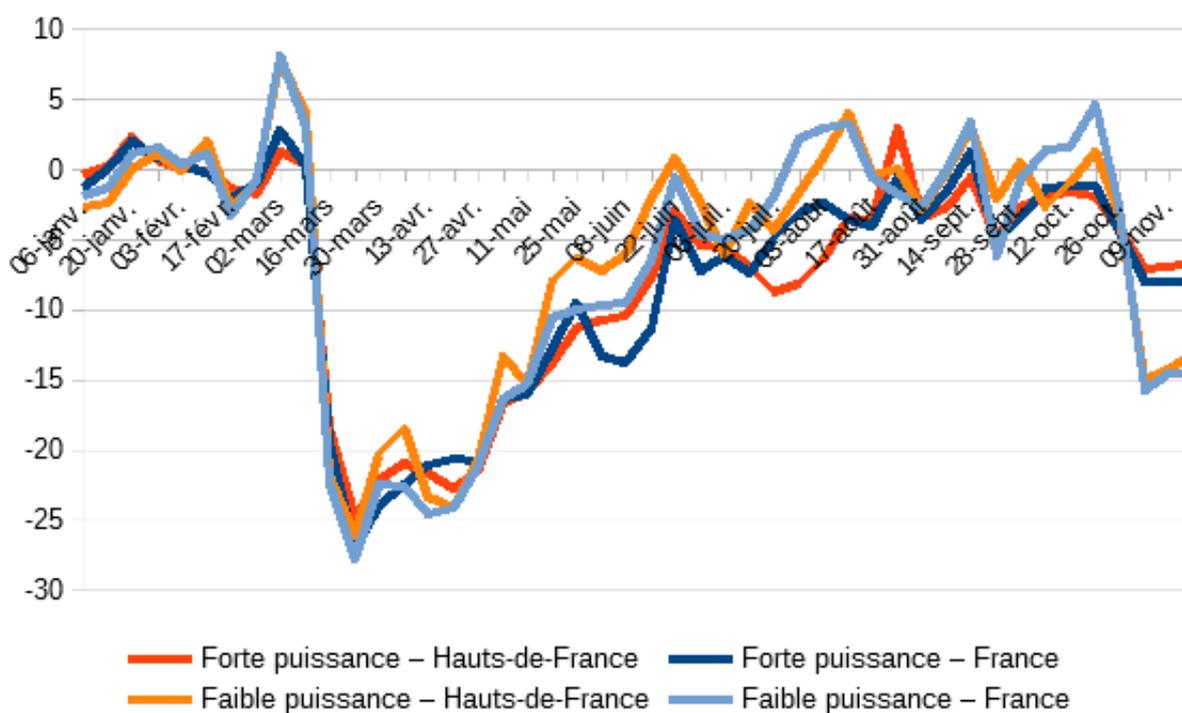
☎ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr

Une consommation d'électricité réduite dans les entreprises au mois de novembre

Depuis la sortie du 1er confinement, la consommation d'électricité des entreprises en Hauts-de-France a augmenté retrouvant quasiment un niveau normal en septembre (figure 4). L'entrée fin octobre dans un 2e confinement s'accompagne d'une nouvelle baisse de la consommation d'électricité. Pour les entreprises ayant souscrit des contrats de forte puissance, leur consommation en novembre est inférieure de 7 % à la normale (- 8 % au niveau national). Cette baisse reste nettement moins importante que fin mars (- 25 %). La consommation des entreprises ayant souscrit à un contrat de faible puissance est, quant à elle, réduite de 15 % au mois de novembre, comme au niveau national. Ce recul était de - 26 % à la fin du mois de mars.

Figure 4 : après un retour à la normale, une consommation d'électricité de nouveau en recul en novembre

Écart de consommation d'électricité des entreprises par rapport au niveau moyen selon la puissance souscrite entre début janvier et mi-novembre 2020 (en %)



Source : données Enedis, calculs Insee

Des créations d'entreprises en hausse malgré le 2e confinement

En France, depuis le rebond observé entre mai et juillet, les créations d'entreprises évoluent peu. Malgré le confinement du mois de novembre, le nombre d'entreprises créées est en légère hausse par rapport à octobre (+ 0,9 %). En données brutes, le nombre cumulé d'entreprises créées entre septembre et novembre est en hausse par rapport aux mêmes mois de l'année 2019 (+ 19 %). Le secteur du transport et de l'entreposage et celui du commerce sont les secteurs contribuant le plus à la hausse globale (contributions respectives de + 6,5 points et + 4,1 points).

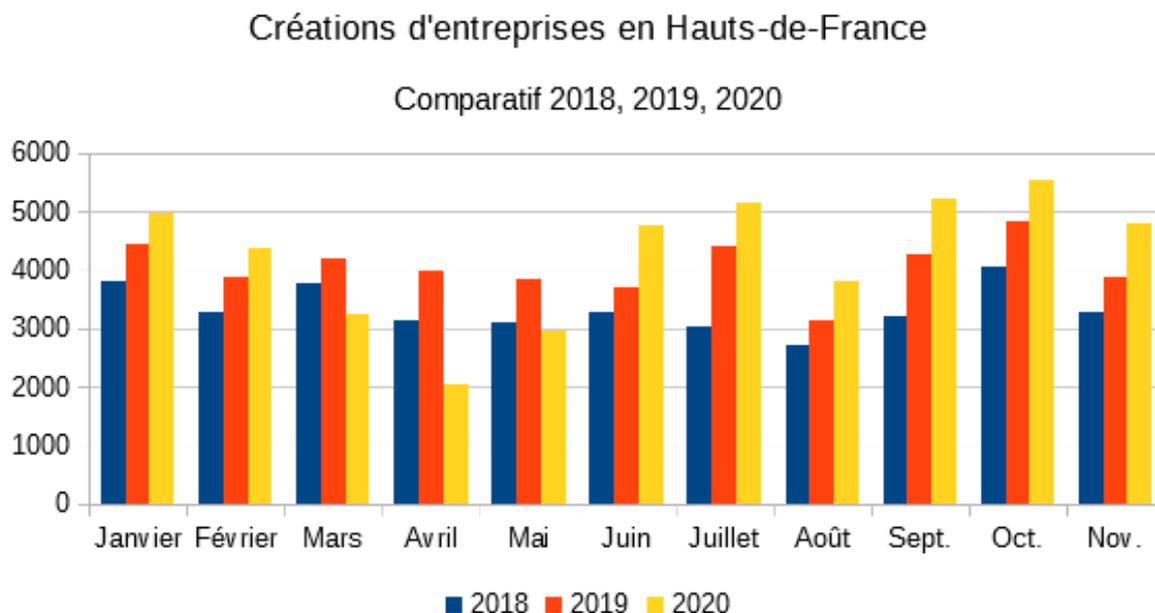
Dans les Hauts-de France, les créations d'entreprises entre septembre et novembre ont augmenté de 20 % par rapport aux mêmes mois de 2019, soit 1 point au-dessus du niveau national. Le mois de novembre a été particulièrement dynamique dans la région avec 24 % d'entreprises créées en plus par rapport à novembre 2019 (contre + 18 % au niveau national) (figure 5).

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

☎ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr

Figure 5 : + 20 % d'entreprises créées entre septembre et novembre par rapport à 2019

Évolutions comparatives des créations d'entreprises en Hauts-de-France



Source : Insee, REE Sirene (séries de données brutes)

Au sein de la région, la hausse des créations d'entreprises est la plus importante dans le Nord (+ 23 % entre septembre et novembre 2020 par rapport aux mêmes mois de 2019) (figure 6). Dans les autres départements, le nombre d'entreprises créées sur les trois derniers mois est plus modeste (entre + 13 % dans l'Oise et + 18 % dans le Pas-de-Calais par rapport à l'année précédente). La hausse régionale sur une année est portée par les départements du Nord et du Pas-de-Calais (respectivement + 10 % et + 9,3 %).

Figure 6 : + 23 % d'entreprises créées dans le Nord entre septembre et novembre par rapport à 2019

Évolutions des créations d'entreprises

	Cumul septembre à novembre 2020	Cumul septembre à novembre 2019	Evolution sept.-nov. 2020 / sept.-nov. 2019	Cumul décembre 2019 à novembre 2020	Cumul décembre 2018 à novembre 2019	Evolution sur un an
Aisne	902	789	14,3%	3153	3061	3,0%
Nord	8490	6887	23,3%	26951	24480	10,1%
Oise	2021	1785	13,2%	6851	6759	1,4%
Pas-de-Calais	2863	2419	18,4%	9931	9085	9,3%
Somme	1264	1079	17,1%	4239	4077	4,0%
Hauts-de-France	15540	12959	19,9%	51125	47462	7,7%
France	260039	218551	19,0%	836118	800262	4,5%

Source : Insee, REE Sirene (séries de données brutes)

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

☎ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr

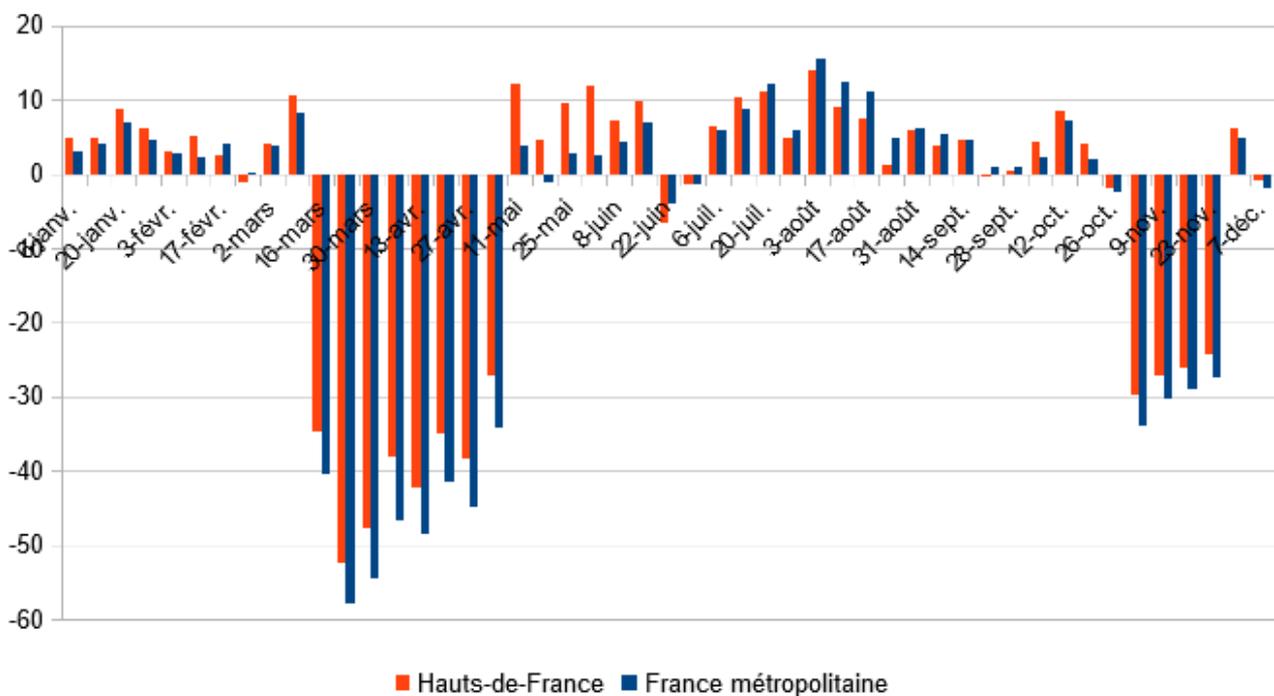
La consommation des ménages mise à mal par la fermeture des commerces

Au cours du 1er confinement, la chute des transactions par carte bancaire dans les Hauts-de-France était de moindre ampleur qu'au niveau national (- 40 % contre - 46 %). Depuis la sortie du confinement et jusqu'à fin octobre, les transactions ont été plus importantes qu'à la même période de 2019 (figure 7). La dernière semaine d'octobre marquant le début du 2e confinement, les transactions par carte bancaire sont légèrement inférieures à celles de l'an dernier (- 2,0 %). Au cours du mois de novembre, les transactions en Hauts-de-France reculent en moyenne de 27 % par rapport au mois de novembre 2019. Comme lors du 1er confinement, cette baisse est légèrement moins importante qu'en France métropolitaine (- 30 %). Les achats ont pu reprendre grâce à la réouverture des magasins le 28 novembre et au décalage du « black friday » au 4 décembre. La semaine du 30 novembre au 6 décembre enregistre ainsi des montants payés par carte bancaire plus importants que la même semaine de l'année précédente.

Au niveau départemental, la Somme connaît une baisse un peu plus marquée au mois de novembre (- 29 %). À l'inverse, l'Aisne a une moindre diminution de transactions (- 25 %).

Figure 7 : les transactions par carte bancaire diminuent de 27 % en novembre

Évolution des montants de transactions par carte bancaire en 2020 en comparaison de ceux de la même semaine de 2019 (en %)



Source : Cartes bancaires CB, calculs Insee

Des bénéficiaires du RSA plus nombreux depuis le début du 1er confinement

Au mois de février 2020, 219 500 personnes sont bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en Hauts-de-France. Au cours du 1er confinement, le nombre de bénéficiaires augmente. En mai, on dénombre 222 900 bénéficiaires, soit 1,6 % de plus qu'en février et 1,2 % de plus qu'en mai 2019. Le département de l'Oise est particulièrement concerné avec une hausse de 3,3 % par rapport à février et 7,8 % par rapport à mai 2019. La hausse estimée en octobre pour les Hauts-de-France est de + 2,7 % par rapport à février et + 2,8 % par rapport à octobre 2019.

1 Les données sur les bénéficiaires du RSA sont provisoires pour les mois de juin à octobre 2020. Un recul de 6 mois est nécessaire pour consolider les données.

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

☎ 06 60 51 86 50 ✉ communication-hdf@insee.fr

Définitions, sources et méthodes

La déclaration sociale nominative (DSN) remplace et simplifie la majorité des déclarations sociales imposées aux entreprises en automatisant leur transmission à partir des données de paie. La DSN regroupe des informations sur les établissements et les salariés. Elle est renseignée chaque mois par les entreprises et contient des informations relatives aux salariés de droit privé, notamment sur l'activité partielle et les arrêts de travail.

Les secteurs économiques ont été classés selon l'intensité de la baisse d'activité estimée au niveau national. Cette classification s'est appuyée sur les éléments fournis par l'analyse de cette baisse avec l'approche du PIB et la connaissance des fermetures réglementaires. L'hypothèse a été prise de considérer que la baisse d'activité a été uniforme sur le territoire national, les différences de productions régionales sont donc issues de la répartition sectorielle des activités. L'étude a été réalisée sur les établissements et non les entreprises. On considère donc ici le secteur de chaque établissement (APET) et non celui de l'entreprise (APEN).

La contribution d'un secteur à l'évolution d'ensemble est l'évolution observée dans ce secteur, pondérée par le poids relatif du secteur dans l'ensemble à la période précédente.

La contribution d'un secteur à l'évolution d'ensemble est l'évolution observée dans ce secteur, pondérée par le poids relatif du secteur dans l'ensemble à la période précédente.

Les données sur la consommation d'électricité sont fournies directement par Enedis, principal distributeur d'électricité (80 % de la consommation de France métropolitaine). Les données utilisées couvrent également la période du 1er juillet 2018 au 22 novembre 2020. Elles correspondent au profilage dynamique de la consommation de l'intégralité des clients du réseau d'Enedis selon le type d'utilisateur et la puissance souscrite. L'usage résidentiel correspond à 45 % de la consommation, les contrats non résidentiels de faible puissance à 10 % de la consommation et les contrats non résidentiels à forte puissance à 45 % de la consommation.

La série des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du Répertoire des entreprises et des établissements (REE), issu de Sirene. La notion de création d'entreprise présentée par l'Insee s'appuie sur le concept défini par Eurostat afin d'harmoniser et de comparer les données européennes. Une création d'entreprise au sens d'Eurostat correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Ce concept de création se fonde sur la mise en place de nouveaux moyens de production.

Les données agrégées sur les transactions bancaires proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données nationales (voir Point de conjoncture du 7 mai 2020, p.21).

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

 **06 60 51 86 50**  **communication-hdf@insee.fr**